



Des droits humains, anniversaire plus que nécessaire

[Articles](#) | [Cahiers](#) > [Une déclaration à l'humanité](#) > [Exercices](#) [Cahiers](#) > [Une déclaration à l'humanité](#)

Le 13 décembre 2018 | Mise en ligne : **Lydia Magnoni**

Auteur : **Lydia Magnoni**

Le 10 décembre, c'était les 70 ans de la Déclaration universelle des droits humains. Un texte qui décrit les droits fondamentaux de tout être humain sur la planète. Malheureusement, trop de guerres et de violences dans le monde privent des millions et des millions de personnes de ces droits. Dans nos sociétés démocratiques aussi, on est loin d'un paradis pour les droits humains.

La Déclaration universelle des droits humains s'ouvre ainsi : « Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits. » Et la Déclaration décrit ensuite 30 droits humains, civils, économiques, sociaux et culturels, « inaliénables » et « indivisibles ». Cette déclaration universelle reste un texte très important pour l'humanité. Car elle a été signée pour faire avancer des idéaux d'égalité et de fraternité. Et depuis 1948, elle a créé un mouvement dans la société pour faire avancer ces idéaux. Mais ce mouvement semble aujourd'hui se ralentir et même reculer.

Le 70e anniversaire de la déclaration a en effet un goût amer. Michelle Bachelet, Haut-Commissaire de l'ONU aux droits de l'homme, déclarait que le système mondial « *qui avait donné corps à la vision de la Déclaration universelle est érodé petit à petit par les gouvernements et les responsables politiques qui se consacrent de plus en plus à des objectifs nationalistes étroits* ».

La Déclaration, un idéal menacé

70 ans après que cette déclaration a été signée, il est évident que le premier droit fondamental de la Déclaration, dont découlent tous les autres est encore loin d'être une réalité. Les exemples de violation des droits fondamentaux ne manquent pas : des personnes sans domicile fixe ou sans statut et même des travailleurs pauvres ne peuvent pas vivre aujourd'hui dans des conditions qui respectent leur dignité d'êtres humains. Des réfugiés se jettent sur les routes ou dans des bateaux pour échapper à la guerre ou à la misère et demandent un asile à des pays riches qui ne les acceptent qu'au compte-goutte, sous prétexte de crise ou de menace pour la sécurité. Pire. Dans des pays démocratiques, des hommes politiques nationalistes, des élus n'hésitent pas à mener des campagnes où les réfugiés ne sont pas présentés comme des êtres humains qui ont les mêmes droits fondamentaux que les autres.

Une crise gouvernementale autour des droits humains

La crise du gouvernement belge à propos du Pacte pour les migrations (voir notre article) est un bel exemple de ce risque et de cette dérive. La NVA, parti du gouvernement belge a

mené une campagne scandaleuse sur les réseaux sociaux. Campagne faite de mensonges sur le Pacte migratoire pour faire peur aux gens. Françoise Tulkens, ancienne juge et ancienne vice-présidente à la Cour européenne des droits de l'homme, s'exprimait sur la RTBF à propos de cette campagne : « *Quand je l'ai vue, je ne pouvais pas le croire. C'est un discours de haine. Et elle insinue que le séjour illégal n'est plus punissable. Mais ça, c'est tout à fait faux. J'ai beau éplucher tout le texte, ce n'est pas ça qu'il dit. (...) Donc pour moi, ce discours de haine rentre entièrement dans la loi Moureaux (loi contre le racisme et la xénophobie)* ». La NVA a vite retiré cette campagne. Mais les ministres NVA ont démissionné du gouvernement, car ils refusaient que la Belgique approuve le pacte pour les migrations de l'ONU.

Or, ce Pacte rappelle les droits de ces migrants en tant qu'êtres humains. Les pays qui refusent ce pacte sont des pays où les nationalistes et les « populistes » ont une grande influence. Par exemple, en Hongrie, en Italie ou encore les États-Unis. Ceux qui contestent le Pacte lui font dire ce qu'il ne dit pas. Ils préfèrent mentir aux populations, faire peur et désigner les réfugiés comme une grave menace. Un journaliste de la RTBF demandait à Françoise Tulkens si elle pensait que la Belgique signerait la Déclaration universelle des droits humains, si elle était faite aujourd'hui ? Sa réponse ? « *Non. Je crois que non* ». Cette situation a de quoi inquiéter. Car les idées de nationalisme et de repli sur soi ont de plus en plus de succès auprès d'une grande partie de la population. Cela ressemble à ce qui s'est passé dans les années 30 en Allemagne. C'était la crise dans le pays et les coupables désignés alors étaient les Juifs. Cette crise des années 30 a amené Hitler au pouvoir, débouché sur un génocide et entraîné le monde dans la Deuxième Guerre mondiale.

La Déclaration, un idéal toujours à poursuivre

C'est précisément pour éviter cela que le 70e anniversaire de la Déclaration universelle des droits humains est important. La Déclaration a justement été écrite entre hommes de bonne volonté pour porter des valeurs dans les moments de crise. Elle a été écrite pour éviter que dans les moments difficiles, les pays, au lieu de chercher calmement des solutions à leurs problèmes, préfèrent désigner des coupables : chômeurs, pauvres, étrangers, réfugiés et prendre le risque de diviser la population. L'esprit de la Déclaration doit absolument continuer à influencer les actes, les décisions politiques des dirigeants et des populations de tous les pays.

Car les valeurs d'égalité et de fraternité que porte cette déclaration ne sont pas démodées ou ringardes. Elles restent aujourd'hui la promesse d'un monde meilleur où on peut éviter des guerres, des injustices, des inégalités ou des égoïsmes.

Lire notre article **Pacte pour les migrations, pacte du diable ?**